

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 22/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PICARDIE VERTE II

16 bld Montmartre
75009 Paris

Références : IC-R/136/26-VH/SF
Code AIOT : 0005107604

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement PICARDIE VERTE II implanté Parc éolien 60210 Dargies. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PICARDIE VERTE II
- Parc éolien 60210 Dargies
- Code AIOT : 0005107604
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société WKN Picardie Verte II, exploite sur la commune de Dargies, 6 éoliennes de type

ENERCON E82 présentant les caractéristiques suivantes :

- hauteur de l'aérogénérateur (moyeu) : 78 m
- diamètre du rotor : 82 m
- garde au sol : 37 m
- hauteur totale : 119 m
- puissance unitaire : 2,3 MW

Un décret en date du 17 septembre 2012 a acté du classement sous la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées encadré par les prescriptions prévues par l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

Le parc éolien de Dargies a été mis en service en juillet 2014.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 15

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Demande d'action corrective	15 jours
7	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Collecte de données	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Transmission suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3	Sans objet
4	Déclaration mortalité	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Sans objet
6	Accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points vérifiés durant l'inspection indiquent une conformité réglementaire aux prescriptions prévues par l'arrêté ministériel du 26/08/2011.

Toutefois, il a été constaté la dégradation de certains panneaux d'affichage sur site ainsi que le mauvais état des chemins d'accès et des plateformes.

Par ailleurs, l'inspection attend de l'exploitant une vigilance sur les dépôts de matière végétale au

niveau des plateformes.
Des actions correctives sont demandées sur ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental – Réalisation et modalités
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation. Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.
Constats : Les constats ont porté sur la situation vis à vis de l'impact sur les chiroptères qui font l'objet de mesures spécifiques sur ce parc. Les suivis réalisées en 2016/2017, 2018 et 2020 avaient conduit aux paramètres de bridage suivants pour les éoliennes E3, E4 et E5 : <ul style="list-style-type: none">- Entre début août et mi-octobre ;- Pendant les 5 heures suivant le coucher du soleil ;- Pour des températures moyennes supérieures à 14°C à hauteur de rotor ;- Pour des vitesses de vents moyennes inférieures à 5 m/s. La société ERG, suite à sa reprise d'exploitation en 2024, a réalisé un suivi environnemental en respectant la méthodologie préconisée par le protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de 2018. Le suivi environnemental indique les mortalités suivantes : 2024 : 6 Oiseaux / 5 Chiroptères <ul style="list-style-type: none">- Chiroptères : Pipistrelle commune (3) Chauves-souris Indéterminées (2) ;- Oiseaux : Faucon crécerelle (2) Buse variable (2), Laridé indéterminé, Pigeon ramier.

La société ERG, afin de déterminer l'efficacité du bridage mis en place en 2021, a fait réaliser un suivi d'activité en hauteur en 2024 à l'aide d'un dispositif Trackbat avec micro déporté installé sur l'éolienne E02 du 18 avril au 15 novembre 2024.

Les activités chiroptères ont été détectées de fin juin à mi-novembre 2024, avec 90% des contacts qui se sont concentrés entre le 09 juillet 2024 et le 27 octobre 2024 (pour 28% des nuits avec une activité de chiroptères).

Les conclusions du suivi environnemental réalisée par le bureau d'étude sont les suivantes :

« Au vu de la mortalité des chiroptères, l'impact du parc éolien de Dargies est considéré significatif. Nous préconisons donc l'extension du bridage, selon les conditions suivantes, afin de préserver 90% de l'activité chiroptérologique :

- Sur toutes les éoliennes du parc (puisque quatre des cinq mortalités ont été trouvées sous des éoliennes non bridées),*
- Du 9 juillet au 27 octobre,*
- Entre le coucher du soleil et le lever du soleil,*
- Pour des températures comprises entre 12°C et 24°C,*
- Pour des vitesses de vent inférieures à 4,5 m.s-1.*
- En l'absence de précipitations.*

Ces conditions permettent de préserver 94% de l'activité chiroptérologique enregistrée en altitude.
»

Afin de valider la pertinence des mesures de bridages proposées un nouveau suivi a été réalisé en 2025 avec également un suivi d'activité en hauteur.

Les premiers résultats connus de l'exploitant ne font état d'aucune mortalité de chiroptère, seul 1 cas de mortalité d'Alouette des champs a été relevé.

Les données SCADA de pilotage pour l'année 2025 ont été communiquées.

L'analyse des données de production croisée avec les conditions de température et de vent indique que le bridage n'a été implémenté sur l'ensemble des machines qu'à partir du 28 juillet, le bridage étant précédemment actif sur E3, E4 et E5.

L'exploitant explique ce décalage par le fait que c'est la société ENERCON qui implémente le bridage sur les machines.

L'outil de supervision « VIREOX » développé par l'exploitant, permet au chargé d'exploitation de suivre le bon fonctionnement du parc et de recevoir les alertes en temps réel. Il permet de superviser l'ensemble du parc et de visualiser l'état de la machine (en fonctionnement / arrêt chiroptères ...).

Le retard sur la mise en place du bridage est confirmée par analyse du logiciel de supervision de l'exploitant « VIREOX ».

Hormis le retard sur la mise en place du nouveau bridage, les données présentées correspondent à celles recommandées par le bureau d'étude.

L'inspection des installations classées propose la prise d'un arrêté complémentaire afin d'acter ces conditions de bridage en faveur des chiroptères.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant communiquera le rapport relatif au suivi 2025 dès réception.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Collecte de données

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Collecte et téléversement des données
Prescription contrôlée : Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3.
Constats : L'exploitant a transmis le dernier certificat déposé sur la plateforme Dépopbio pour le parc, à savoir le suivi environnemental 2024, dépôt en date du 01/07/2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dès réception du suivi environnemental 2025 le dépôt sur la plateforme Dépopbio sera à réaliser.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Transmission suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3
Thème(s) : Autre, Transmission des documents – version française
Prescription contrôlée : Par dérogation au I, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée : - les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis ;
Constats : Les suivis environnementaux des années 2021 et 2024 ont été communiqués à l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le rapport de suivi 2025 sera à communiquer dès sa réception par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclaration mortalité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
--

Thème(s) : Autre, Déclaration d'accident ou d'incident

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Conformément aux directives nationale, il est attendu une information de la DREAL dans les cas suivants : une espèce menacée (CR, EN ou VU sur une liste rouge locale, régionale ou nationale) est découverte ; et/ou en cas de mortalité importante / massive d'une même espèce protégée.

L'exploitant a réalisé les déclarations de mortalité Avifaune et Chiroptère suivantes :

- 16/06/2025 : Alouette des champs E05 , espèce VU liste régionale.

L'exploitant tient un registre des mortalités recensées sur le parc pour l'avifaune et un pour les chiroptères.

Ces registres listent les espèces retrouvées, la date de découverte, l'éolienne concernée, le contexte (suivi environnemental, découverte fortuite).

Par ailleurs, l'exploitant a transmis la procédure « CAT mortalité ». La procédure, à destination des équipes en charge de l'exploitation du parc et des prestataires amenés à se rendre sur site, détaille la conduite à tenir en cas de découverte d'un cadavre de faune volante. Il y est indiqué notamment de prendre des photos du cadavre, de relever la position du cadavre, l'état de décomposition. Ces informations sont transmises au pôle étude environnement ERG.

Les données sont ensuite enregistrées dans le registre de l'exploitant et déclarées aux autorités selon le niveau de protection de l'individu touché.

L'inspection a rappelé qu' à partir du 1er janvier 2026, cette déclaration doit être réalisée sur le site <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>, qui comprend un formulaire spécifique à ces événements.

Des informations relatives a cette déclaration sont présentées sur le portail du BARPI : https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/declarer-un-incident-impliquant-une-faune-volante-et-une-eolienne/
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des plateformes
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Certaines plateformes et chemins d'accès sont en mauvais états, les chemins présentent des trous et certaines plateformes sont très boueuses. C'est notamment le cas des accès aux machines E4, E2 et E3. La plateforme de la machine E1 est assez dégradée et très boueuse. Un tas de matière végétale en décomposition assez conséquent est présent sur la plateforme E6 avec notamment des écoulements de jus de fermentation. L'exploitant indique que le service infrastructure de la société ERG va programmer les travaux nécessaires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un entretien des chemins et des plateformes est à prévoir Il convient de veiller à l'enlèvement ou au déplacement de ce tas de matière végétale en dehors des emprises foncières de la plateforme et de prévoir un retrait de minimum 200 mètres des éoliennes. Des photos des plateformes, suite à l'enlèvement de ce tas de matière végétale, sont attendues.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

<p>Constats :</p> <p>Toutes les machines du parc ont été inspectées. Celles-ci sont maintenues fermées à clefs en permanence. Leur accès est interdit à toute personne étrangère au service.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Panneau et identification mât

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Affichage public</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</p>
<p>Constats :</p> <p>Toutes les plateformes machines ont été inspectées. L'identification des machines est présente au niveau des mâts. En revanche les panneaux d'affichages sont dégradés et au sol au niveau des machines E1, E4, E5 et E6.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient de procéder à la remise en place des affichages réglementaires au niveau des plateformes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>